

Point actualités Coronavirus Italie (20/03) **FAM d'après informations SER / CAA de la zone**

Le bilan sanitaire du jour (19/03 à 18h00) en Italie est le suivant : 41 035 personnes contaminées (+5322) dont 4440 personnes guéries (+415) et 3405 personnes décédées (+427).

Déclarations du Président du Conseil Giuseppe Conte (Corriere della Sera du 19/03) : point de situation et décisions à venir :

- Les mesures (sanitaires et économiques) prises jusqu'à présent ont permis d'**éviter l'effondrement du pays**.
- Les **mesures restrictives** fonctionnent et **devront être prolongées** (au-delà de leur terme actuellement fixé au 25 mars pour l'arrêt des activités économiques et du 3 avril pour les restrictions concernant les écoles et les déplacements). Le pic épidémiologique est espéré dans quelques jours. Une fois ce pic franchi, il ne sera pas possible de reprendre immédiatement la vie normale. A ce stade, aucune mesure restrictive additionnelle de grande ampleur n'est prévue mais si les mesures en vigueur ne sont pas respectées il faudra agir.
- Les décisions prises jusqu'à présent se sont basés sur au moins 4 principes : **transparence, rigueur maximale** (en ne sous-estimant rien et en tenant compte y compris des pires scénarios), **adaptation** des mesures et **proportionnalité** (sans laquelle les italiens, habitués à un degré d'individualisme élevé et fortement attachés à la liberté civile, n'auraient pas tenu)
- Le décret du 17 mars (25 Md€ pour le renforcement du système sanitaire et le soutien économique aux familles, travailleurs et entreprises) sera suivi d'un second décret en avril. Un **autre décret** portera sur les **leviers de politique économique intérieure**. Il s'agira d'un instrument de déblocage des investissements publics jamais vu, dont l'ampleur budgétaire n'est pas encore fixée mais pourra atteindre 50, 70 ou 100 md€.
- Le gouvernement réfléchit aussi à la **modification de la législation** en vigueur en matière de **golden power** (pouvoir de blocage de certains investissements étrangers lorsqu'ils portent sur des actifs jugés stratégiques). L'hypothèse sur la table est d'étendre le périmètre à toutes les entreprises cotées à la bourse de Milan, y compris les banques et les établissements financiers.